

1997 Le Monde Juin N° 1089

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
19 au 25 juin 1997

10,00 F

Sans-papiers : quelques régularisations et beaucoup d'expulsions !

A PRES L'ANNONCE, PAR UN communiqué laconique du cabinet du Premier ministre, de la procédure de régularisation partielle de sans-papiers qui devait être enclenchée, il est nécessaire de réagir très clairement et de dénoncer cette « régularisation » qui n'en n'est pas une.

L'ensemble de la presse a tenu à saluer cette mesure comme un tournant dans la politique de l'État français vis-à-vis de l'immigration. Nous cherchons vainement où est le tournant. Ce n'est ni dans la méthode ni dans le contenu

temps, le gouvernement fait savoir que les expulsions seront effectuées. Avec les charters de Debré ?

Il y a selon nous un effet très pernicieux de la décision, pour le moins médiatique et spectaculaire, du gouvernement Jospin. Le mouvement des sans-papiers pose le problème de l'ensemble de la politique d'immigration de l'État français, politique discriminatoire, de statut spécial et attentatoire aux libertés individuelles. Régulariser les sans-papiers doit inévitablement signifier la totale remise à plat de cette politique : par

nationales comprises dans leur sens le plus large, abandon des critères de recevabilité de la demande d'asile établis suivant la « sûreté » des pays d'origine, « sûreté » trop souvent jugée à l'aune de la politique extérieure française... ; par la reconstruction du droit au regroupement familial, au travail (contre la préférence nationale déjà appliquée par l'administration française et la DDTE), le droit aux études ; par la refonte totale voire l'abandon de la politique des visas, premier obstacle à ce regroupement familial et au droit d'asile.

L'effet principal de l'annonce gouvernementale, au-delà de quelques régularisations prévisibles et attendues depuis si longtemps, est de découpler la régularisation des sans-papiers du nécessaire débat sur la nouvelle politique de l'immigration. L'abrogation des lois Pasqua-Debré (et seulement d'elles) est d'ores et déjà repoussée au minimum à l'automne. En gros, il s'agit de circonvenir le mouvement des sans-papiers et de s'en débarrasser ou de l'affaiblir dramatiquement avant qu'on ne commence à discuter des choses sérieuses.

De fameuses mesures !

Première constatation : elles se basent non pas sur les acquis du mouvement des sans-papiers (à savoir sur la revendication d'une régularisation globale, ou, voie médiane, de régularisation sur la base des critères issus de la lutte de Saint-Bernard et élaborés par les médiateurs) mais sur une proposition d'une instance étatique, qui jusqu'à maintenant n'a eu qu'un rôle plus ou moins fantôme : la Commission consultative des droits de l'homme. On ne pouvait en attendre moins des membres d'un gouvernement dont la « sympathie » pour les sans-papiers ne date au mieux que de deux mois, à l'instar de Martine Aubry qui en décembre dernier fustigeait encore le mouvement des sans-papiers comme indéfendable, extrémiste et manipulé.

Il y a en substance la même absence de respect pour des citoyens (comme le sont à nos yeux les sans-papiers, et plus que d'autres qui abandonnent leurs voix au FN ou à la démagogie de quelque parti que ce soit) qui prennent leurs affaires et leur lutte en main que par exemple vis-à-vis des salariés de Renault Vilvorde (peut-on vraiment apprécier la nomination d'un « expert indépendant » pour Vilvorde et un répit de deux mois

comme une avancée respectant des promesses électorales?).

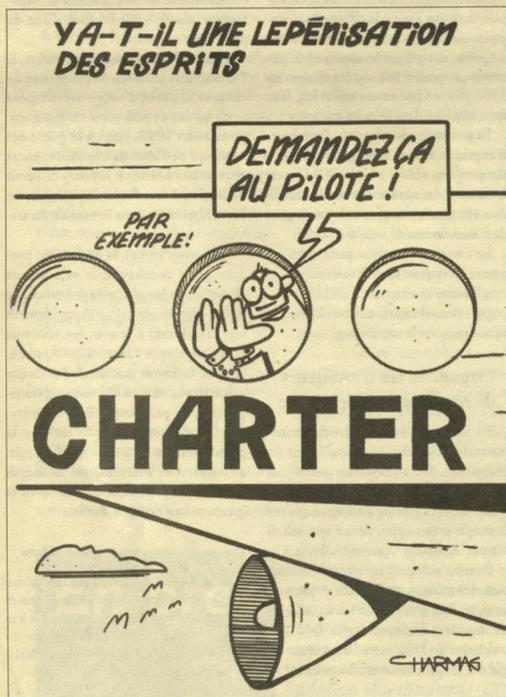
Deuxième constatation : le moins que l'on puisse dire est que l'affaire est floue. L'annonce de dix à quatre mille régularisations seulement, selon des critères qui semblent pour certains très larges, laisse perplexe. Mais c'est précisément l'arbitraire prévisible des décisions de régularisation qui laisse présager du pire. Opposera-t-on à la régularisation, comme l'ont fait jusqu'à présent les gouvernements de droite ou de gauche, des conditions d'entrée régulière en France pour les parents d'enfants français, les conjoints de Français ou de résidents ? Leur opposera-t-on des conditions de ressources pour le regroupement familial ? Qu'en sera-t-il de l'usage de la notion de « trouble à l'ordre public » qui s'est répandue comme la peste dans les préfectures pour refuser le droit au séjour ? Qu'en sera-t-il de la nationalité des enfants privés de la carte d'identité française par la loi Pasqua après un retour au droit du sol (dont on est en droit de

douter qu'il sera effectif de la part de la gauche qui n'avait à proposer qu'une politique de quotas) ? Qu'en sera-t-il de la double peine ?

Qu'en sera-t-il des étudiants dont on annonce la régularisation alors que dès les prochaines semaines, nombre d'entre eux vont perdre leur droit au séjour ? Entrée régulière ? Minimum de ressources ? Trouble de l'ordre public ? Droit au travail ?

Qu'en sera-t-il, en l'absence de moratoire sur les expulsions des milliers de déboutés du droit d'asile dont la situation est de plus en plus précaire. Une circulaire avait ainsi été adressée à l'OFPPA dans les toutes dernières semaines du gouvernement Juppé qui leur interdisait la réouverture de leur dossier à l'OFPPA, en exigeant d'eux une nouvelle demande de séjour auprès des préfectures qui vont évidemment la leur refuser.

Qu'en sera-t-il des sans-papiers victimes par milliers d'interdictions judiciaires du territoire pour avoir refusé de monter dans un avion ●●● page 3



annoncé que nous parvenons à la déceler. La méthode d'abord, est en tout point semblable à celle employée par le gouvernement précédent.

Les sans-papiers demandent une loi de régularisation globale. On leur ressort une circulaire de régularisation partielle, ou ce qui revient au même, une circulaire de non-régularisation partielle. C'est inquiétant car dans le même

l'abrogation de toutes les lois et circulaires anti-immigrés, dont une part importante revient aux gouvernements Fabius, Rocard, Cresson, Bérégovoy, Chirac, Balladur et Juppé ; par la refonte totale de la citoyenneté (nationalité, droit de vote, droit à la protection sociale, dont les sans-papiers sont exclus) ; par la refonte totale du droit d'asile (respect des conventions inter-

ISSN 0026-9433 - N° 1089

M 2137 - 1089 - 10,00 F



Un numéro hors série du Monde libertaire
paraîtra le 31 juillet.
Il sera consacré à la venue du pape

Fop 2520

EDITORIAL

Au mois de mai 1995, Martine Aubry, actuelle et ancienne ministre de l'emploi, expliquait sur les ondes de France Inter les raisons de l'échec de la gauche après deux législatures. Son argument était hallucinant : « Nous avons tout simplement oublié de changer la société. » Cette amnésie sociale ne s'appliquait pas à sa personne, puisqu'elle fut durant cette période directeur général adjoint chez Pêcheux aux côtés de J. Gandois, patron actuel du CNPF. « Les bons amis font les bons comptes » doit être une maxime socialiste ! En juin 1997, une semaine après sa nomination, Jospin oublie déjà ses promesses concernant les licenciés de Vilvorde.

Décidément, la maladie s'aggrave !

Salariés, précaires, chômeurs, nous n'oublions pas. Nous savons que cette Europe, gérée par une majorité social-démocrate, a plus de dix-huit millions de chômeurs. Et ce ne sont pas des euro-manifs décidés par les appareils syndicaux trois à quatre mois à l'avance qui changeront cela. Les alliés du capital qui se sont réunis les 16 et 17 juin à Amsterdam n'ont que faire de ces soubresauts éphémères ! Nous sommes en droit de nous demander ce que veut dire Europe sociale quand emploi et flexibilité, réduction du temps de travail et baisse des salaires sont liés. Quand les États engraisent davantage le patronat, Electrolux et ses 12 000 licenciements nous rappellent la réalité.

Certes, une radicalité semble se dégager depuis quelques temps dans les conflits sociaux (routiers, loi Debré, contrôleurs SNCF, maîtres auxiliaires...). A chaque fois, l'action directe, la séquestration des patrons, l'auto-organisation des luttes reviennent. Vouloir détourner cette volonté émancipatrice même avec un baratin pédagogique en termes d'« exigence raisonnée dans le temps » (Jospin) aura du mal à tenir. L'homéopathie sociale de Jospin ne peut pas faire oublier les dégâts de vingt ans de restructuration du capitalisme.

Retraite à 55 ans, 32 heures sans baisse de salaires, égalité des droits sont autant de revendications unifiantes qui émergent partout.

Anarchistes, notre tâche est de participer activement à la création d'un mouvement social avec des perspectives autogestionnaires et anticapitalistes, seul capable de renverser la logique capitaliste porteuse d'inégalité sociale et économique, qu'elle soit bleue, rose ou brune.

Où vas-tu petit Gayssot ?

EN NOMMANT LE « camarade » Gayssot à la tête du ministère des transports, Jospin a certes répondu favorablement à la demande du PC d'être au gouvernement mais à surtout fixer le rôle qu'il entend voir jouer aux communistes dans la période actuelle — quoiqu'en disent les « camarades ». A ce propos, la « fuite » organisée par la place du Colonel-Fabien vers la presse, pour annoncer quelles seraient les attributions des camarades à quelques heures de la sortie officielle sur le Perron élyséen, n'y changera rien. Seuls les militants du parti ont pu croire que cette fois il s'agissait de dicter sa loi aux « social-traités » du PS, selon la ritournelle.

Cette place réservée par le PS se résume à celle du pompier de la lutte des classes au vu des secteurs dont le camarade ministre a la charge.

Privatiser la SNCF...

Pour ce cheminot, fils d'ouvrier agricole, qui a su graver toutes les strates du parti (il fut secrétaire de la CGT en

comme il se doit et conformément au déroulement de carrière d'un apparatchik. Les plus belles heures de la grande URSS ne sont pas si loin.

Au-delà de cette anecdote qui n'est pas plus amoral que de voir un rejeton de la bourgeoisie prendre la place « à papa », il est par contre intéressant de voir dans quel contexte cette nomination intervient.

La SNCF est en situation de déficit. Ce qui, pour un service public, y compris dans un cadre libéral, n'est pas a priori un handicap dans la mesure où l'État est autorisé à boucher les trous. Or c'est là que la première difficulté apparaît avec la conjugaison des deux principes fixés par l'Union européenne qui consiste à réduire les déficits publics pour répondre aux critères de l'union monétaire et à imposer la libre concurrence sur toute la partie opérateur du service public. Ce sont ces raisons qui ont poussé le gouvernement précédent à opérer une première distinction entre l'opérateur et le régulateur en créant R.F.N. (Réseau ferré national), qui aura à gérer le réseau pour le mettre à la disposition de la SNCF, l'opérateur.

nement compris, ne fait un préalable de son abrogation pour mener son action, il est évident que la démarche de privatisation se renforcera et aboutira à la remise en cause du statut de l'entreprise. Donc de celui des cheminots. C'est la même logique qui s'applique aux Télécom, d'où l'importance de mener le combat pour préserver le statut du service public.

Quelle sera l'attitude du camarade Gayssot lorsqu'il débattrait au Comité central du parti avec le secrétaire de la fédération CGT qui en est membre lui aussi ? Les cheminots risquent fort de faire les frais de ces conciliabules s'il en va de l'intérêt du parti.

Liquider Air France

Comme à la SNCF, l'avenir de la compagnie aérienne nationale se pose dans l'Union européenne. Il faut combler le déficit qu'à la condition expresse que le capital soit ouvert au privé. Le très rocardien PDG de la société, Christian Blanc, s'y était engagé auprès de Juppé et de la Commission européenne. Depuis la nomination du camarade Gayssot, il s'emploie à rendre cette solution présentable par le ministre. Son emploi du temps de ces derniers jours s'est résumé à trouver la formule pour ne pas faire apparaître le terme de privatisation tout en garantissant sa réussite.

Dans le domaine, la British Airways, compagnie nationale britannique, est connue depuis sa privatisation par les travailleurs du monde entier comme étant celle où la déréglementation et la flexibilité battent leur plein, avec leurs conséquences en matière de sécurité. Précisons à l'occasion que libéralisation dans le secteur rime toujours avec augmentation du risque de crash. Le transport aérien aux États-Unis le démontre régulièrement.

Le camarade Gayssot fera certainement aussi bien que son illustre prédécesseur, le ministre communiste Charles Fiterman, qui fut le premier à autoriser une compagnie aérienne privée. Est-ce parce qu'au temps de l'élaboration de la théorie léniniste sur la prise du pouvoir, avec l'importance qu'elle attribuait au contrôle des transports, l'aviation civile n'existait pas, que les camarades ne se sentent pas contraints de préserver du capital. Le PC nous a habitués à d'autres faiblesses dogmatiques de cette nature.

Quid de la retraite à 55 ans pour les routiers salariés ?

S'il y a un conflit qui a émergé durant ces derniers mois et qui a revêtu un caractère d'exemplarité tant par la nature de ses revendications que par son recours systématique à l'action directe, c'est celui des salariés de la route. Or la revendication posée — la retraite à cinquante-cinq ans à taux plein — ne peut être satisfaite immédiatement par le système économique et pose en soit les termes d'une rupture, d'autant qu'elle



paraît légitime pour tous les salariés. Sa présence dans la majorité des cahiers de revendications l'atteste. Le camarade ministre aura donc la lourde tâche d'expliquer aux masses laborieuses qu'il est urgent d'attendre, et que toute action mettrait en péril la réussite du gouvernement des travailleurs. Soyons sûrs qu'en cas de barrages routiers conséquents, le membre du parti saurait retrouver l'accent de Maurice Thorez pour déclarer que « la grève est l'arme des trusts ».

Dans d'autres secteurs dont le camarade ministre a aussi la charge, la question sociale risque de ressurgir avec force. Qu'en sera-t-il sur les docks où le patronat propose 0% pour les salaires en 1997 afin de préserver, selon lui, leur compétitivité dans le cadre européen ?

La poursuite du transfert des navires français de la marine marchande sous des pavillons « bis » — voir la CGM — permettant d'abaisser les normes du travail, va-t-elle continuer avec son contingent de licenciements de marins à la clef ?

Le camarade ministre permettra-t-il que se perpétue la délocalisation des emplois des marins de la CFNR, compagnie fluviale nationale où l'État est majoritaire, au Luxembourg ?

Organiser les travailleurs de manière indépendante

En acceptant le ministère des transports, le PC savait quelles seraient ses obligations. S'il a accepté de passer sous les fourches caudines du PS, c'est qu'il place tous ces espoirs à court terme sur la simple préservation de son appareil. Il n'a pas les moyens d'autres ambitions.

Pour les militants anarchistes présents dans les transports, la tâche principale va donc être d'organiser les travailleurs de manière indépendante face aux oukases d'un PC investi dans une stratégie de gouvernement. La priorité va

être aussi de ne pas perdre l'acquis récent des luttes menées depuis novembre-décembre 1995 qui avaient débordé en partie la CGT.

Le ministère des transports a acquis la renommée d'être le ministère des grèves. Le contexte économique et social n'a pas été modifié par les élections. Ce n'est pas la récente prise de position du ministre Strauss-Khan, qui s'est attaché à la forme et non à l'essence du pacte de stabilité budgétaire, qui peut créer des illusions dans le domaine. Il est de notre responsabilité de ne pas laisser le camarade ministre remplir son office de pompier.

Si face à la résurgence des conflits, le PC était une nouvelle fois contraint de claquer la porte d'un gouvernement pour tenter de préserver ses bastions, comme en 1947, suite à la grève des ouvriers de Renault conduite, entre autres, par Maurice Joyeux, ce serait l'occasion de renforcer la présence des idées libertaires dans le monde du travail.

Dans tous les cas, la période est propice pour combattre le miroir aux alouettes de la solution réformiste, ne pas le faire conduire inéluctablement les travailleurs à se tourner vers une fausse alternative à leur misère représentée par le Front national. Le risque existe, la structure FN dans les transports sont présentes (RATP, route, SNCF, dockers, etc.). C'est par la démonstration de notre capacité à agir, à conforter et à développer les acquis que nous les combattons réellement et briserons leur capacité à nuire.

Voies libres

Pour renforcer l'expression des anarchistes dans le secteur des transports, les militants et les sympathisants libertaires sont invités à se faire connaître auprès de la librairie du Monde libertaire (145, rue Amélot, 75011 Paris) sous l'intitulé « Voies libres »



Lozère puis dans le Gard avant d'œuvrer à la direction du PC où il sut, là aussi, au gré des méandres de son histoire récente, c'est la réussite puisqu'il se retrouve de fait le patron de sa boîte. L'Humanité ne s'y est d'ailleurs pas trompé en saluant cette promotion

Rappelons-nous à l'occasion que la puissante fédération CGT des cheminots, après quelques tergiversations, s'y était opposée.

Or demain, si le traité de Maastricht est maintenu, et si personne au gouvernement, le PC et le parti de Chevè-

le monde libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n° (inclus).

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amélot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.M.P.P.



LILLE

Des papiers pour tous et toutes

DÉPUIS SA CRÉATION, le collectif des réfractaires à toutes les lois anti-immigrés a multiplié les actions de solidarité avec la lutte des sans-papiers (1). Comme l'avait fait plusieurs libertaires lillois suite aux coups de haches de Saint-Bernard fin août 1996 (2), ou le Collectif pour l'abolition des frontières le 31 janvier 1997 (3), plusieurs réfractaires occupèrent, le 18 mars, les locaux d'Air France afin de rappeler une nouvelle fois que « cette compagnie participe activement à l'organisation des départs forcés qui sont le moment le plus visible du parcours police-justice-camps de rétention-expulsions ». Au même titre que certaines administrations, Air France « collabore à la xénophobie d'État qui fait de l'étranger le bouc-émissaire systématique ». Après s'être opposé le 22 mars à une diffusion de tracts de l'UNI (4) qui soutenait de façon inconditionnelle le projet de loi Debré et reprochait au président de Lille III d'avoir autorisé la tenue d'un débat avec les sans-papiers au sein de l'université, les réfractaires sont venus le 29 mars à Strasbourg manifester non seulement contre la menace fasciste que représente le Front national mais également contre la banalisation de ses idées dans l'ensemble de la classe politique. Les gestulations électorales de ces dernières semaines et le retour de la gauche aux commandes du pays des « droits de l'homme » n'ont en rien détourné le collectif de sa détermination à agir.

En effet, les réfractaires n'oublient pas que si le Parti socialiste en est venu à promettre d'abroger les lois Pasqua-Debré, alors que dans un premier temps il ne proposait que de les aménager, ce ne fut que pour surfer sur la vague pétitionnaire lancée par les cinéastes. Ils n'oublient pas que si Pierre Mauroy et Martine Aubry finirent par se décider à « apporter leur sympathie » aux sans-papiers lillois, ils se refusaient dans le même temps à leur accorder un local tout en leur demandant de quitter la Maison de la nature et de l'environnement occupée depuis plusieurs mois car ils affirment, en tant qu'élus, ne pas pouvoir se placer dans l'illégalité. Aussi, les réfractaires entendent rester vigilants et maintenir la pression.

Des papiers, pas des promesses !

La présence de Jacques Chirac à Lille ce samedi 7 juin, venu prendre la parole devant les délégués de la Mutualité française et inaugurer le Palais des Beaux-Arts en compagnie du sénateur-maire de Lille et de quelques uns des nouveaux ministres socialistes, était l'occasion rêvée de signifier à la gauche revenue au pouvoir qu'elle ne pouvait pas se contenter de vagues promesses électorales. Le Comité des sans-papiers avait appelé à un rassemblement sur la place de la République, devant le palais des Beaux-Arts, pour demander à être reçu en délégation par Chirac. Parallèlement, les policiers en civil ont

tenté en vain d'empêcher les réfractaires de déployer une banderole contre le fascisme et la xénophobie d'État. Pendant environ une demi-heure les membres du collectif scandèrent plusieurs slogans qui ne furent pas du goût du docteur es dissolution parlementaire et des pontes socialistes : « de gauche comme de droite, à bas les lois racistes », « des papiers pour tous », « police partout, justice nulle part », « les élections n'ont jamais rien changé, c'est dans la rue qu'il faut lutter ». Cette fois épaulés par leurs collègues en uniformes les policiers en civil parvinrent, avec difficulté cependant, à déchirer la banderole et à refouler les militants antifascistes.

De son côté, après un bain de foules parmi ses sympathisants venus l'acclamer, Chirac s'éclipsa plus ou moins discrètement sans rencontrer les sans-papiers comme cela avait pourtant été annoncé à deux reprises (5). Comme quoi pour les politiciens les promesses n'engagent que ceux qui y croient !

Christophe Fétat - groupe May Picqueray

(1) Un premier bilan de ses activités a été publié dans le *Monde libertaire* n° 1076.

(2) *Le Monde libertaire* n° 1050.

(3) *Le Monde libertaire* n° 1070.

(4) Syndicat fortement marqué à droite voire à l'extrême droite pour certains de ses membres.

(5) *Nord-Éclair* des 8 et 9 juin 1997. Baveux qui qualifia la banderole des réfractaires de « fantaisiste » dans son compte rendu.

Sans-papiers : quelques régularisations et beaucoup d'expulsions !

suite de la première page

qui allait les expulser, dans un pays où ils risquent la mort, dans un pays où ils n'ont aucune attache voire où ils n'ont quasiment jamais mis les pieds, en les séparant de leurs familles ou de leurs proches ? Une telle circulaire de régularisation administrative leur fermera à tout jamais la porte de la régularisation.

Car là est la question essentielle : qui ne sera pas régularisé ? Qui n'aura plus, après cette mesure de la légitimité de se battre pour le respect de son droit minimum, le droit au séjour ?

La régularisation sera globale ou elle sera un échec

En s'en tenant au cas par cas, qui annonce le règne de l'arbitraire, le gouvernement prend le risque de fixer pour des années un abcès gonflé par de deux décennies de fermeture des frontières.

Il est essentiel que l'opinion publique, qui semble-t-il n'a pas élu cette majorité de gaité de cœur mais pour sanctionner la précédente, qui paraît

très méfiante vis-à-vis des promesses formulées durant cette campagne électorale, ne se méprenne pas vis-à-vis de la portée des premiers « gestes » du gouvernement. Déjà celui-ci botte en touche avec Vilvorde. Déjà il trahit les espérances du mouvement des sans-papiers et la mobilisation contre la loi Debré en s'en tenant au traitement au cas par cas et à la volonté de lutter contre l'immigration irrégulière. Il n'est pas possible de faire confiance à un gouvernement issu d'un parti qui par le passé a déjà tant fait pour renforcer les lois anti-immigrés en France (centres de rétention et limitation du regroupement familial par Georgina Dufoux, loi Joxe, circulaire Sauvé-Marchand, charters de Cresson...). Il n'est pas possible de faire confiance à un gouvernement qui compte comme ministre de l'Intérieur un Jean-Pierre Chevènement, nationaliste dont le nationalisme diffère seulement de celui de Le Pen en ce qu'il se veut républicain, et de celui de Pasqua en ce qu'il se veut de gauche. Quel-

qu'un qui, quelques semaines avant les élections, faisait risette à Pasqua dans un meeting commun ! Quelqu'un à qui on doit les accords armée-éducation et les adjudants retraités dans les classes de nos enfants !

Il est essentiel que cette opinion publique fasse sentir qu'on ne la dupera pas et que les revendications des sans-papiers sont légitimes :

- arrêt des expulsions ;
- régularisation globale ;
- amnistie des sans-papiers condamnés à la prison ou à des interdictions du territoire pour délits de papiers ;
- abrogation de toutes les lois, décrets et circulaires anti-immigrés mises en œuvre par la droite et la gauche depuis vingt ans.

Y a-t-il pire épilogue à un mouvement qui dure depuis quinze mois que de voir certains sans-papiers régularisés alors que d'autres resteront sur le carreau ?

Bertrand Dekoninck
groupe Humeurs noires (Lille)

Le ministère de l'Intérieur contre le Monde libertaire

« Quelles sont, à votre avis, monsieur Devriendt, les limites de la liberté de la presse ? » Voilà une bien étrange question dans la bouche d'un président de tribunal, surtout lorsqu'elle s'adresse au directeur de publication du *Monde libertaire* ? Chacune des personnes présentes put néanmoins l'entendre en la XVII^e Chambre du tribunal d'instance de Paris le 12 juin 1997.

Encore une fois, notre hebdomadaire devait répondre à des accusations des représentants de sa vieille ennemie, la République bourgeoise. Comment donc, après les tracasseries diligentées par l'extrême droite et Le Pen, se déclinait, ce jour-là, ce qui commence à s'apparenter à de l'acharnement judiciaire ?

L'ex-ministre de la Police, M. Debré - dont le grand-père, le célèbre médecin, admirait beaucoup Robert Louzon et les syndicalistes révolutionnaires, dont certains étaient anarchistes, du noyau de la *Vie ouvrière* des origines - a cru percevoir, dans une des chroniques de notre hebdomadaire, la possibilité de nous poursuivre sous trois chefs d'inculpation : diffamation publique envers les fonctionnaires de la police nationale ; apologie du crime de meurtre ; injures publiques envers des dépositaires de l'autorité publique.

Sans doute, s'il s'était agi d'un cas d'école, aurions-nous eu le droit de sourire... A-t-on déjà vu, en effet, confrontation plus inégale ? D'un côté, notre Fédération anarchiste, c'est-à-dire un millier d'adhérents, le plus souvent des salariés, des chômeurs et des retraités, un hebdomadaire, trois librairies et des locaux, des brochures, en grand nombre certes, et, rayonnant sur Paris et sa région, une station de radio - et un cœur grand comme le ciel. Sur l'autre bord, l'État français, né de la fusion de l'appétit de conquête des Bourbons et de l'autoritarisme jacobin, quatrième puissance mondiale, forte de centaines d'avions de combat, de centaines de milliers de militaires et de nombreuses mégatonnes d'explosifs nucléaires ; et nous ne citerons que pour mémoire les soixante millions de citoyens, dont beaucoup sont dociles, les coffres-forts bien remplis par milliers et, enfin, toutes les forces de police - une solide défense du droit des propriétaires.

Quelques-uns de nos qualificatifs auraient-ils troublé la quiétude minérale d'un tel monstre de puissance ? Le force ne lui suffirait-elle point ? Faudrait-il, en outre, qu'on l'adorât ? On a pu le craindre en écoutant le réquisitoire du ministère public. Aujourd'hui, affirme ce dernier, sans l'ombre apparente d'un doute, la police serait du meilleur monde possible, parce que « républicaine » et dotée d'un « code de déontologie ». Les anarchistes ont passé la mesure, continua-t-il : ils méritent qu'on leur applique la loi et que le jugement les condamnant soit publié dans leur hebdomadaire...

« Et le réel, monsieur le procureur, que faites-vous du réel ? » lui répondit en substance notre avocat, Me Jacobi, après qu'il eut contesté les qualifications des inculpations, évidemment outrées. Et de citer cette enquête internationale menée par trois juristes non français au sein de la police hexagonale - sous la houlette de la Ligue internationale des droits de l'homme dont le président, à l'époque, s'appelait Giacobi - et qui conclut à l'existence de racisme dans la police de la République.

Le fonctionnement des forces de répression, y compris dans les sociétés dites démocratiques, ne poserait-il aucun problème, surtout, comme le précisait Me Jacobi, dans « une période où les idées de la droite extrême progressent ». Enfin le pouvoir politique n'est-il pas trop complaisant envers les services de police ? Bien sûr, il viendrait à l'idée de personne, en tout cas d'un libertaire de la Fédération anarchiste, de penser une telle chose du procès qu'on nous fait... Quelle réponse le tribunal donnera-t-il à sa propre interrogation s'agissant des limites de la liberté de la presse ? Verdict le vendredi 4 juillet.

J. Toublet

En bref

■ Parution d'un nouveau numéro du journal *Les voix sans maître* édité par le groupe May Picqueray de Lille et créée au nucléaire. Gratuit contre une enveloppe timbrée, c/o Gpe May Picqueray - CCL, 1-2, rue Denis-du-Péage, Lille

■ La Faille journal anarchiste est disponible contre une enveloppe timbrée au format A4. La Faille. B.P. 2301, 38033 Grenoble cedex 02.

■ Un camping anarchiste est organisé par la FA de la Creuse à La Celle Dunoise (entre Bonnat et Dun-le-Palestel) du 7 au 14 juillet sur le camping municipal (10 F la nuitée, 7 F par véhicule). Nombreuses possibilités de détente (ballades, baignade, équitation), débats, musiques, repas collectifs... Renseignements : 05 55 81 15 54 ou 05 55 66 47 36.

Retrouvez
la Fédération anarchiste sur le web
Radio libertaire, Le Monde libertaire
<http://www.altern.org/fa>

La seconde mort d'Ibrahim Sy

LE 27 JANVIER 1994, Ibrahim Sy, jeune habitant d'un quartier « difficile » des hauteurs de Rouen (Les Sapins) a été abattu par un gendarme alors qu'il était dans une voiture, en compagnie de deux autres jeunes. Il s'apprêtait, semble-t-il, à commettre un vol sur le parking d'un hôtel du Val-de-Reuil (dans l'Eure). La nouvelle de sa mort avait provoqué une très grande émotion, particulièrement dans le quartier où habite sa famille et avait été durement ressentie par la jeunesse du plateau: il s'en était suivi des incidents violents, pour ne pas dire des émeutes, qui avaient embrasé la cité durant plusieurs nuits. Les jeunes, d'eux-mêmes décidèrent d'y mettre fin et appelèrent à une manifestation pour le samedi 5 février 1994 dans l'après-midi au centre ville.

Malgré une ville quasiment en état de siège, avec des rues bloquées par des barrières et des cordons de gardes mobiles (mobilisés par centaines!), en dépit de la rumeur annonçant l'apocalypse (ils descendront!) et son cortège de pillages qui fit que les commerçants baissèrent leurs rideaux de fer, alors qu'une tension extrême était entretenue par la force publique, beaucoup de gens vinrent, chacun en son nom, librement, courageusement et très fermement exiger « la justice pour Ibrahim ». A la délégation qu'il avait reçue à la fin de la manifestation, le préfet de l'époque déclara qu'il fallait « faire confiance à la justice ».

Quelques jours auparavant, le procureur général s'était engagé sur la « détermination » de la Justice à « établir exactement ce qui s'était passé et à situer précisément les responsabilités de chacun », à « agir en toute indépendance pour que la vérité apparaisse ».

Qu'en a-t-il été dans les faits?

La famille d'Ibrahim a déposé une plainte avec constitution de partie civile pour que celui qui l'avait tué soit identifié et jugé... Alors que

l'instruction de cette affaire avançait à un train de sénateur, six mois plus tard, les deux jeunes gens qui accompagnaient Ibrahim furent jugés par le tribunal d'Évreux sans que le père d'Ibrahim ni son avocat n'en eussent été informés! Le but de cette manœuvre, en dissociant le cas d'Ibrahim de ses copains, puis en condamnant ces derniers, étant bien entendu un moyen supplémentaire de disculper les gendarmes... Argutie misérable pour justifier l'autodéfense: ce sont des voleurs, c'est normal que les gendarmes se soient sentis en danger! n'a fallu plus de trois longues années pour que l'instruction arrive à son terme bien que certains rapports aient très tôt établi que:

- Les gendarmes ne se sont donné les moyens ni de suivre ni de secourir les occupants de la voiture sur laquelle ils venaient de tirer, alors que les médecins soutiennent qu'Ibrahim ne serait pas décédé s'il avait été secouru à temps.
- Les gendarmes ont tiré sans être menacés.

Un combat inégal...

Contrairement aux engagements pris, les autorités n'ont rien fait pour veiller au bon déroulement de l'instruction et, comme on pouvait le craindre, le procureur a fait savoir qu'au terme de cette dernière, il prononcerait une ordonnance de non-lieu, ce qui signifierait, si on devait en rester là, que cette « bavure » ne ferait pas l'objet d'un procès. Le père d'Ibrahim a fait appel de cette décision pour ne pas, avec l'enterrement du dossier, enterrer son fils une deuxième fois.

En tant que libertaires, faire confiance à la justice bourgeoise n'est pas notre tasse de thé, et nous ne nous faisons pas beaucoup d'illusions sur les résultats de cette enquête interminable, de même que nous ne pensons pas qu'un procès et une condamnation exemplaire de ceux qui ont tué ce jeune lui rendrait la vie! Toutefois, il importe de soutenir la démarche et le combat de la famille

d'Ibrahim et ce, pour plusieurs raisons qui ne tiennent pas seulement de la solidarité humanitaire envers une famille durement éprouvée:

- Adversaires de toute peine de mort, il n'est pas question de l'accepter aussi bien sous sa forme légale que « bavure ».
- En ne réagissant pas on laisse à penser que finalement les pandores ont le permis de tuer, qu'ils peuvent impunément utiliser leurs armes et disposer ainsi de nos existences...
- Si pour un simple vol on peut être condamné à la peine capitale qu'on le dise clairement ou alors on fait en sorte que ça ne se reproduise plus.
- En brisant le mur du silence que l'État et ses complices tentent d'ériger autour de cette bavure, on rappelle au Pouvoir que s'il a la mémoire courte et sélective, et bien pas nous, et qu'on ne saurait se satisfaire du vite oublié vite effacé et vite recommencé!

La lutte de la famille d'Ibrahim contre le Moloch étatique, cette lutte éternelle du pot de terre contre le pot de fer, c'est quel que part aussi un peu la nôtre, parce qu'elle est exemplaire de ce que nous n'avons cessé de dénoncer depuis des années. Plus que jamais il nous faut rappeler ce principe que l'État ne doit être maître de nos vies et que par delà cette triste affaire le combat pour la Justice dépasse largement le prétoire des tribunaux. Nos anciens avaient déjà raison quand ils l'appelaient les « palais d'injustice »! Pour mémoire, citons ce que Marco Ferreri, dans *La grande bouffe*, fait dire à Philippe Noiret, qui joue le personnage d'un juge, en cette réplique ô combien exacte: « Un juge ne rend pas la justice, il applique la loi! » Tout était dit...

Eric - groupe de Rouen

Pour tout contact et notamment pour recevoir la pétition de soutien qui circule actuellement: Collectif anticariste (mention Ibrahim Sy) Maison des associations 28, rue de Crosne 76000 - Rouen.

Réflexions sur les législatives

Raz de marée à gauche?

MALGRÉ LES MINES radieuses des nouveaux ministres et des manifestations de joie des sympathisants de la gauche au soir du deuxième tour, la victoire de la gauche est à relativiser. En effet, la nouvelle assemblée nous donne (1):

35 députés	PC
275	PS, DVG, PRS, Vets
235	RPR, UDF
9	Divers droite
1	FN

Or si cette assemblée avait été élue avec la proportionnelle départementale (comme en 1986), le paysage de cette dernière aurait été tout à fait différent:

36 députés	PC
220	PS, DVG, PRS, Vets
212	RPR, UDF
10	Divers droite
77	FN

Ce qu'on ne voit pas dans ce tableau est que les écologistes n'auraient pas eu d'élu sans une alliance avec le PS. Dans cette perspective, la droite aurait eu la majorité à l'Assemblée avec les 77 députés du FN (plus du double que le PC).

L'analyse des chiffres exprimés suivant le nombre des votants au second tour est plus claire (2):

3,6%	898 310	PC
44,6%	11 129 956	PS, DVG, Vets
43,8%	10 939 175	RPR, UDF
2,3%	583 882	Divers droite
5,7%	1 419 295	FN

Ces chiffres ont été comptabilisés pour (avec 28,6% d'abstention):

Inscrits:	37 317 512
Votants:	26 653 491
Exprimés:	24 970 675

Par le nombre de voix, la droite est majoritaire et le FN apparaît comme le quatrième parti de France.

On peut établir un premier constat: la répartition des sièges à l'Assemblée ne reflète pas les résultats des élections (la proportionnelle départementale aurait amené 77 députés du FN à l'Assemblée...). Cela ne nous surprend guère et nous conforte dans notre lutte contre système prétendument démocratique.

La deuxième constatation, qui doit nous faire réfléchir dans le cadre de notre

lutte, est que plus de la moitié des électeurs cautionnent la politique du gouvernement Juppé ainsi que les fameuses lois sclérotées. En effet dans un sondage réalisé en même temps que le deuxième tour des législatives, seulement 13% des sondés se sont prononcés pour l'abrogation des lois Pasqua-Debré. On assiste à un glissement de l'électorat de plus en plus significatif vers un populisme plus ou moins libéral: le FN progresse tranquillement mais sûrement, des gens de tendances nationalistes et populistes comme Madelin ou Chevènement deviennent incontournables; même la droite a « senti » ce glissement et se propose d'être Seguin à la tête du RPR! Le PS a depuis longtemps éliminé ses idéologues comme Rocard pour laisser la place à des Lang et autres Strauss-Khan.

On peut noter qu'il y a un peu plus de dix millions d'électeurs (attention, ici ne figure que le nombre de gens inscrits!) qui se sont abstenus et si on ajoute à ce nombre celui de votes blancs, il y a à peu près douze millions d'électeurs qui ne cautionnent aucun parti que ce soit de droite ou de gauche et qui ne votent pas FN pour autant.

De cela on peut tirer deux conclusions importantes.

Il y a un glissement populiste de l'électorat qui demande un renforcement de l'État, un repli sur la nation et donc un rejet des « autres », l'immigré ou l'europeen (beaucoup cautionnent les lois Pasqua-Debré, qu'ils soient de droite ou de gauche).

L'autre conclusion, qui nous intéresse directement, est ce potentiel de douze millions de personnes qui peuvent être attirées par les idées libertaires. La est peut-être l'avenir de notre mouvement.

Les stratégies déclarées par la Fédération anarchiste lors de son dernier congrès ont à prendre en compte ces dernières données: d'une part les idées du FN ainsi que celles du libéralisme progressent dans l'électorat et d'autre part le plus grand parti de France est celui de l'abstention.

Lorenzo

(1) *Le Monde* du 5 juin 1997
(2) *Minitel* 36 15 TF1.

PARIS XI

Contre la liquidation de l'institut de prophylaxie dentaire infantile

LE MERCREDI 28 MAI 1997, les administrateurs CNPF, CFDT, FO, FNMF et deux personnes qualifiées du conseil d'administration de la CPAM de Paris ont décidé de supprimer le secteur soins de l'Institut de prophylaxie dentaire infantile (IPDI), situé 96-98, rue du Faubourg-du-Temple, 75011 Paris.

Seuls les administrateurs CGT, CGC et CFTC n'ont pas apporté leur caution à ce mauvais coup.

Par cette décision, qui s'inscrit dans la continuité d'autres restrictions de l'activité de l'institut prises les années précédentes (suppression de deux cars de ramassage scolaire sur quatre, et de sept postes de prothésistes sur douze, etc.), c'est l'existence même de l'IPDI qui est aujourd'hui remise en cause par la direction de la CPAM de Paris, et son personnel qui est menacé de licenciement.

Quel est actuellement le rôle de l'IPDI?

Créé en 1964, l'Institut de prophylaxie dentaire infantile couvre plus de 250 écoles primaires et maternelles des 10^e, 11^e, 18^e, 19^e et 20^e arrondissements de Paris. Établissement unique en son genre en France, il se propose de prendre en charge globalement la santé bucco-dentaire des enfants:

- par une pratique de prévention-dépistage;
- par une politique de sensibilisation des enfants et des parents à l'hygiène dentaire (en les orientant vers des soins si nécessaire);
- par un secteur soins pluridisciplinaire.

Quelles seraient les conséquences de sa fermeture?

Alors que l'on nous parle à tout bout de champ de « prévention », ce sont 53 000 enfants dépistés dans les écoles, dont 17 000 nécessitent des soins, qui ne seraient désormais plus suivis... En clair, cela revient à priver d'accès aux soins toute une population enfantine, plus particulièrement celle des cinq arrondissements de l'est parisien.

IL faut se mobiliser contre cette décision inacceptable

Le personnel de l'IPDI rejette cette décision qui supprime des emplois et surtout, au nom d'un prétendu « recentrage des activités » et des « économies de gestion », brade purement et simplement la santé publique à Paris.

- Les 4 et 6 mars, et 21 mai derniers, ils se sont mis en grève pour protester contre les menaces de liquidation de l'IPDI.

- Le 13 mai un Comité de sauvegarde a été constitué à l'initiative des sections syndicales CGT, CGT-UGICT, CFDT et FO de la CPAM de Paris, pour exiger la garantie du maintien de l'IPDI dans ses fonctions actuelles avec le maintien de tout son personnel (médical, paramédical et administratif).

- Une pétition est lancée pour protester contre cette décision et sera portée à connaissance du conseil d'administration de la CPAM de Paris, du président de la Caisse nationale et du Ministre chargé du Travail et des Affaires sociales.

Défendre le droit à la santé pour tous

En 1994, la Ville de Paris, alors sous la direction de Jacques Chirac, avait dénoncé une cinquantaine de conventions passées avec différents organismes sociaux en matière de prévention maternelle et infantile (PMI).

Une décision au nom des « économies de gestion » qui avait entraîné la fermeture de plusieurs centres de PMI dans le 13^e, 14^e, 18^e (rue Georgette-Agutte) et 19^e arrondissements, et des réductions d'activité dans d'autres, privant de nombreuses femmes enceintes et enfants du minimum de suivi médical nécessaire.

Seul la mobilisation et les actions de militants associatifs et syndicaux et de parents d'élèves avait alors permis de sauver le centre de PMI de la rue Delépine (11^e) et celui de la rue Philippe-de-Girard (18^e)...

Aujourd'hui, pour nous, assurés, parents, enseignants, il est important d'être au coté du personnel, employés, cadres et praticiens, de l'IPDI pour s'opposer à cette nouvelle attaque contre le droit à la santé. Cela d'autant plus que ce n'est pas le seul établissement de l'action sanitaire et sociale menacé de réduction d'activité ou de liquidation: le Centre de diagnostic et de soins, le Laboratoire de biologie médicale et le Service des gardes malades à domicile sont aussi concernés.

Collectif « Dix-huitième Parallèle »
10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris

cin
fen
ma
homme alle
lui a placé
ensanglanté
reux sont cl
expriment
photograph
Jürgen Herf
avoir encais
traque assér
furie, Benn
étudiant en
langues latin
abattu par
Kurras, dans
Krumme Str
Dollinger, q
philologie a
libre, ne pe
Une voix ha
vous voulez
Il était un p
juin 1967. U
régnait dans
deux depui
gouverneme
CDU/CSU/
Georg Kiesi
une visite off
despote iran
vendredi soi
de Wolfgang
au programm
de Farah
l'Opéra (1).
tants se pres
l'édifice derr
ces de l'ordi
agents de la s
autre-Rhin c
Benno Ohnes
tours de 23 h

La veille, da
Planck de l'U
un teach-in av
un opposant
Avec son es
d'un pays en
dictature du
quelques sem
ment de « l'en
fournit le supp
pour alimen
Ohnesorg n'a
tion de se mé
dans la Bisma
dez-vous avec
chanteuse à
contrée en l
d'Amrun. Le
personnes ac
cuel jusqu'à l
tière avec la
après l'ente
(Basse-Saxe),
congrès « Ecol
cratie » où le
tois Jürgen
Dutschke (2)
beaucoup de v
cortèges à la
martyr de l
d'impact et cé
1967 joua un
conscience de
vomissaient l'
dans le syst
contrôle soci

ALLEMAGNE

Le 2 juin 1967, une date capitale...

ACCROUPIE DERRIÈRE UNE cocinelle Volkswagen, la femme entoure de ses mains le visage d'un jeune homme allongé sur le bitume. Elle lui a placé son sac sous l'occiput ensanglanté. Si les yeux du malheureux sont clos, ceux de la passante expriment colère et désarroi. La photographie en noir et blanc rendit Jürgen Henschel célèbre. Après avoir encaissé des coups de matraque assénés par des pandores en furie, Benno Ohnesorg (26 ans), étudiant en germanistique et en langues latines, vient de s'écrouler, abattu par le policier Karl-Heinz Kurras, dans une arrière-cour de la Krumme Straße à Berlin. Friederike Dollinger, qui suivait des cours de philologie ancienne à l'Université libre, ne peut stopper l'hémorragie. Une voix haineuse lui cria « Quoi, vous voulez en plus aider celui-là ? » Il était un peu plus de 20 h 30 le 2 juin 1967. Une atmosphère de siège régnait dans la métropole coupée en deux depuis le 13 août 1961. Le gouvernement de grande coalition CDU/CSU/SPD, dirigé par Karl-Georg Kiesinger, avait convié pour une visite officielle d'une semaine le despote iranien et son épouse. Ce vendredi soir-là La Flûte enchantée de Wolfgang-Amadeus Mozart était au programme du shah Reza Pahlevi et de Farah Diba, sur la scène de l'Opéra (1). Des milliers de manifestants se pressaient à proximité de l'édifice derrière le cordon des forces de l'ordre secondées par des agents de la sinistre Savak, bienvenus outre-Rhin comme leur souverain. Benno Ohnesorg s'éteignit aux alentours de 23 heures.

Autoritarisme et contrôle social

La veille, dans l'auditorium Max Planck de l'Université libre eut lieu un teach-in avec Bahman Nirumand, un opposant au régime de Téhéran. Avec son essai « Perse - Modèle d'un pays en développement ou la dictature du monde libre », sorti quelques semaines avant le déplacement de « l'empereur d'opérette », il fournit le support théorique adéquat pour alimenter le débat. Benno Ohnesorg n'avait a priori pas l'intention de se mêler au rassemblement dans la Bismarckstraße. Il avait rendez-vous avec Katja Ebstein, future chanteuse à succès, qu'il avait rencontrée en 1963 sur l'île frisonne d'Amrun. Le 8 juin 1967, 15 000 personnes accompagnèrent le cercueil jusqu'à l'autoroute et la frontière avec la RDA. Le lendemain, après l'enterrement à Hanovre (Basse-Saxe), 7 000 se pressèrent au congrès « Ecole supérieure et démocratie » où le philosophe francfortois Jürgen Habermas et Rudi Dutschke (2) prirent la parole. Dans beaucoup de villes se formèrent des cortèges à la mémoire du premier martyr de la mouvance. Point d'impact et césure, la date du 2 juin 1967 joua un rôle décisif dans la conscience de nombreux jeunes qui vomissaient l'autoritarisme ambiant dans le système éducatif et le contrôle social s'insinuant même

dans la sphère privée. Plus tard, 65 % des étudiants reconnurent qu'ils s'étaient politisés dans les semaines suivant ce tragique événement. Dès lors, la contestation circoscrite au « territoire libéré » mais étrié du campus s'étendit à l'espace de la cité, plus propice à des actions d'ampleur légitimées par les lois d'exception liberticides. A



l'époque, l'Allemagne était « un pays dans lequel jouer de la guitare sur la margelle d'un vieux puits suffisait à déclencher un déploiement policier... » (3). Les relations avec l'Iran alimentèrent la lutte anti-impérialiste au même titre que la guerre du Vietnam. Ulrike-Marie Meinhof, journaliste au magazine *Konkret* (4), avait, dans une lettre ouverte à la première dame de Perse, fustigé la faim, la torture, le meurtre et la toxicomanie. L'approche tiers-mondiste ne manqua pas d'éclairer aussi la réalité de la société allemande et l'hypocrisie de la classe politique ne jurant que par les préceptes de la Constitution. A partir de l'été 1967, la jeunesse séditeuse cibra de plus en plus le monopole exercé par le groupe de presse Springer et son fleuron boulevardier, la *Bild Zeitung*, fondée en 1951 et tirée à 4,2 millions d'exemplaires. Le 22 novembre 1967, la chambre correctionnelle du Tribunal régional acquitta Karl-Heinz Kurras, lequel aurait utilisé son Walther PPK calibre 7,65 en « légitime défense putative », s'étant trouvé dans un « état psychogène exceptionnel »... Trois ans plus tard, la cour d'appel confirma la sentence.

« Rebelles du hasch vagabonds »

Diverses actions, en particulier celles menées par les joyeux drilles de la Kommune 1, préparèrent l'embrassement de mai 68. Le 5 avril 1967, onze communistes accusés de fomenter un attentat contre le vice-président US Hubert Horatio Humphrey, attendu le lendemain sur le sol germanique, furent arrêtés. Leurs armes contre le bras droit de Lyndon Baines Johnson: des sachets de farine, des yaourts, du pudding au chocolat, des tartes à la crème... Le procureur et les enquêteurs se

couvrirent de ridicule. Le 24 mai, deux jours après l'incendie criminel qui ravagea le grand magasin bruxellois « A l'Innovation » (251 morts), des membres de la K I distribuèrent un tract intitulé « Quand brûleront les grands magasins berlinois ? ». Fritz Teufel et Rainer Langhans en répondront devant la justice entre le 6 juillet et le 10 août. Dans la nuit du

Certains, comme Till Meyer, voulaient en faire « le bras armé de l'opposition extraparlamentaire ». Édité au quatrième trimestre 1976 par les Presses d'aujourd'hui dans la collection: « La France sauvage » (1), Tupamaros Berlin-Ouest de « Bommi » Baumann reste un des documents de référence sur la guérilla urbaine et « l'invitation à jeter le

Siepmann, Rolf Heißler et Rolf Pohle ; le pasteur Heinrich Albertz, qui avait démissionné le 26 septembre 1967 de son poste de bourgmestre (SPD) de Berlin avant d'embrasser la cause des insurgés, accompagna la quintette à Aden, lieu de « l'échange ». Des militants, telles Inge Viett et Gabriele Rollnik, rejoignirent au printemps 1980 les rangs de la RAF qui s'était structurée en mai 1970.

« Nous pouvions expliquer comment le capitalisme fonctionne et pourquoi il était superflu, nous disposions du marxisme et de la psychanalyse freudienne, et nous avions réponse à tout » (5), se remémore Siegwald Lönnendonker, qui gère à la FU de Berlin les archives sur « l'opposition extra-parlementaire et les mouvements sociaux ». La revue Kalaschnikow a organisé du 30 mai au 1er juin 1997 un « congrès Benno Ohnesorg » à l'Université technique de Berlin « pour ne pas laisser sombrer dans l'oubli l'histoire de la contestation et de la révolte », d'autant que « l'objet de la critique de jadis est plus actuel que jamais »...

René Hamm

- (1) Dans la série « Signes des temps » du *Süddeutsche Rundfunk*, le documentariste helvétique Roman Brodmann (1920-1990) tourna un reportage très ironique, « Der Polizeistaatsbesuch », traduisible par « Visite à... » ou « ... de l'Etat policier ».
- (2) Le 11 avril 1968, le peintre en bâtiment Josef Bachmann tira sur Rudi Dutschke. Le leader de l'Union des étudiants socialistes allemands succomba des suites de cet attentat le 24 décembre 1979.
- (3) Cordt Schnibben dans l'hebdomadaire *Der Spiegel* du 2 juin 1997.
- (4) *Le Monde libertaire* du 31 mai 1996.
- (5) *Der Spiegel* du 2 juin 1997.

ROYAUME-UNI

Un milliardaire pour mettre en place le salaire minimum...

Tony Blair et ses acolytes n'ont pas perdu de temps pour faire savoir, à tout le monde sans exception, que le nouveau Parti Travailliste était d'abord concerné à la fois par une plus grande efficacité du capitalisme et rendre le capitalisme plus acceptable à ses victimes. Les anarchistes sont convaincus que l'on ne peut tenter l'impossible. Rendre le capitalisme plus efficace signifie plus d'esclaves du salariat au chômage.

On peut se permettre de faire ces commentaires rapides lorsqu'on observe les divers magnats et gros bonnets qui se déclarent pro-Parti Travailliste ou qui sont appelés par le gouvernement de Blair pour s'occuper de la réorganisation d'un certain nombre de services économiques et sociaux essentiels. Au moment même où ils « libéraient » la Banque d'Angleterre afin de décider de ce que nos préteurs officiels souhaiteraient pour leurs « services », était recruté le Gouverneur adjoint, précédemment patron du syndicat patronal CBI, comme conseiller du gouvernement. On peut aussi citer, parmi d'autres, le PDG de la banque Barclays, ou celui de la British Petroleum (BP), Sir David Simon, recevant un poste ministériel. Peter Jarvis, quant à lui, est décrit comme le « patron brasseur qui dirigera la commission chargée de s'occuper du salaire minimal ». Patron de la Whitbread, il partira en retraite cet été et recevra, en plus de son salaire annuel, de plus de £ 598 794 (ou plus de cinq millions de francs), une retraite de £ 27 736 (soit plus de 250 000 F).

D'après un article paru dans le journal *Guardian*, du 20 mai dernier: « Il reçut, en plus, en prime 176 990 actions de la Whitbread, pendant qu'il recevait, comme profit, d'actions déjà en cours, la somme de £ 441 374 (soit plus de quatre millions de francs). Le rapport révèle, également, que

M. Jarvis, âgé de 55 ans, s'est vu offrir une prêt de £ 16569 (soit plus de 150 000 francs) durant l'année par Whitbread ».

Le journaliste du *Guardian* s'est alors amusé à calculer que si M. Jarvis travaillait 40 heures par semaine, comme tout un chacun, tous ses revenus correspondraient à une somme de £ 521 (plus de cinq mille francs) l'heure, ce qui correspond environ à 122 fois le taux proposé par les syndicats, qui est de £ 4,26 (soit environ quarante francs de l'heure) comme salaire minimal.

Il est évident que M. Jarvis, comme bon nombre d'autres magnats, ont pris bonne note de la nouvelle direction du vent politique et ont soudain compris toute l'intelligence de la proposition travailliste pour un salaire minimal. Aucune allusion à une limite du salaire maximal de ces gros bonnets, n'a bien sûr été faite. Le système de taxation n'empêchera pas un gros bonnet de déposer sa fortune dans un paradis fiscal.

Les anarchistes de tous les pays cherchent à déposséder les riches de leurs fortunes (pas de leur vie) ainsi que le système financier capitaliste de son emprise sur l'économie mondiale. Cela ne pourra jamais être fait par des gouvernements qui jouent avec les statistiques et les promesses.

Les anarchistes sont, soit accusés par les socialistes « concrets », les journalistes, etc. de vivre dans les nuages, soit complètement ignorés. L'anarchisme n'est pas utopique. L'anarchisme essaye sincèrement de donner un sens à ce phénomène curieux qu'est la vie, où l'on n'intervient pas au départ, mais que l'on doit ensuite contrôler jusqu'à la fin. Cela signifie, notamment, pas de vote pour les politiciens, et encore moins croire que le capitalisme est bon pour notre santé et notre bonheur.

Extrait du journal *Freedom* transmis par les relations internationales de la FA

Mots et Musiques La chanson mise en scène

PATRICK KIPPER A ÉTÉ NOURRI au music-hall. Les trois coups, le rideau qui se lève sur un chanteur et ce lieu vivant transporté par des mots et des musiques, par les applaudissements et les émotions du public. Pour Patrick, la chanson se vit sur scène, dans cet échange particulier entre un artiste et nous autres. Et cette passion qu'il a pour la chanson francophone et ses interprètes, Patrick Kipper a choisi depuis plusieurs années de la partager... publiquement. *Mots et musiques*, l'association qu'il préside, fête cette année ses six ans d'existence. Une existence toute entière tournée vers « la défense et la promotion de la chanson d'expression française » et depuis peu « du Fado et des chants espagnols, grecs et catalans ».

L'idée de *Mots et musiques* a mûri dans le mouvement libertaire. Car bien avant de créer cette association, Patrick Kipper s'était largement fait la main en organisant pendant de nombreuses années des concerts sous le couvert de l'Association pour une pensée humaniste et rationaliste, dont était membre des militants du groupe de Sevrans-Bondy de la

Fédération anarchiste. Il cause aussi dans le poste (sur Radio libertaire) et commence à s'occuper d'artistes. C'est avec Serge Utgé-Royo qu'il commence à bosser. Marie-Josée Vilar arrivera quelques années après ? « Ce sont les piliers » raconte Patrick, « mais c'est vraiment aussi parce qu'on s'est un peu choisi mutuellement. On aime bien travailler ensemble ». Son souhait alors est



Marie-Josée Vilar

de « faire travailler des artistes [qu'il] estimait et qui avaient du mal à trouver des choses », tout comme il programme aujourd'hui des gens qu'il n'arrivait pas à voir sur scène. Patrick Kipper devient l'agent artistique de Vilar et d'Utgé-Royo. Avec eux, il travaille sur les disques, la promo, les spectacles.

C'est une époque où il manque à Paris des lieux pour la chanson. Le temps des cabarets est un peu fini. Il subsiste (plus pour longtemps) le Trou Noir. Il y a La Folie en Tête. Le Théâtre libertaire de Paris n'existe pas encore. Patrick organise son premier spectacle au Cithéa. Utgé-Royo, qui n'avait joué alors que dans des galas de soutien pour des anars, s'y produit. Dans ces années-là, il travaillera également avec le 20e Art, un petit cabaret de Ménilmontant, avec le TLP-Dejazet, bien sûr, avec le Café de la Danse et de temps en temps avec les Trottoirs de Buenos Aires. Aujourd'hui, la donne a changé. Ces lieux ont disparu ou changé de proprios et pour Patrick Kipper, il n'est pas question de bosser avec la nouvelle équipe du Dejazet ou du Café de la

danse. Aussi, en 1991, *Mots et Musiques* s'est trouvé un nouveau lieu, le théâtre Clavel. Tout en haut de Belleville, rue Clavel, justement, un petit havre de 120 places. Un directeur sympa, une bonne équipe son et lumière et des conditions de travail tout à fait correctes, c'est ce qu'il fallait à *Mots et Musiques* qui s'installe ici une fois par mois pour des spectacles de qualité. Depuis ses origines, *Mots et Musiques* a programmé près de 150 artistes. Sara Alexander, Louis Capart, Marc Robine, Gilles Servat, Zaniboni, Alain Aurenche, Christian Paccoud, Annkrist, Jean-Marie Vivier, Fabienne Elkoubi, Louis Arti, Claire, Henri Gougoud, Gilles Elbaz... Et pas mal d'autres. Difficile de tous les nommer.

En quelques années, le Théâtre Clavel est devenu un lieu de rencontre et forcément aussi un lieu de découvertes. En réalisant son rêve de mettre sur scène les artistes qu'il aimait, Patrick Kipper a offert au public un vrai lieu

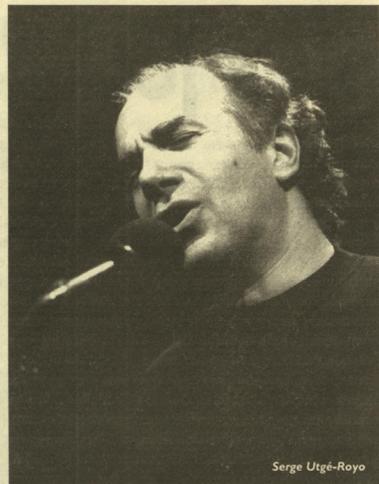
pour la chanson vivante et un intelligent détour vers les allées trop mal éclairées de la chanson francophone.

Pascal Didier

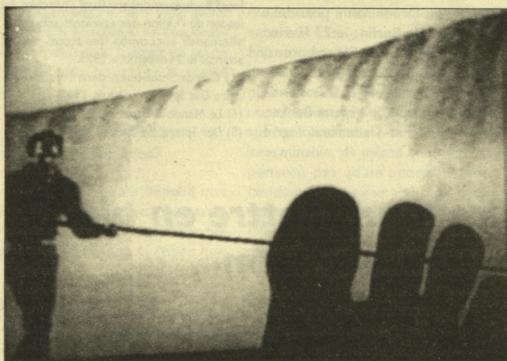
La sixième fête de *Mots et Musiques* a lieu lundi 23 juin 1997 à 20 h 30 au Théâtre Clavel à Paris (M^e Pyrénées).

Au programme de cette fête organisée avec l'habituel soutien de *Radio libertaire*: Céline Caussimon, Geneviève Charlot, Claire, Les Belles lorettes, Bernard Haillant Joyet et Roll'mops, Hélène Maurice, Isabelle Rouyer, Marie-Josée Vilar, Sabine Viret, Jean-Marie Vivier, Serge Utgé-Royo.

Réervations au 01 43 84 70 04. Prix des places: 100 F ou 80 F.



Serge Utgé-Royo



EN 1982, UNE DIZAINE DE CINÉASTES auteurs de films expérimentaux, confrontés à l'absence de structures de distribution, fondaient une maison de distribution associative, *Light cone* : les réalisateurs membres de l'association fixent eux même le tarif de location de leurs films, dont ils conservent les droits. Aujourd'hui, ils sont 350, répartis dans toute l'Europe.

Les films sont choisis par un comité de visionnement, constitué par les membres de l'association qui peuvent en assurer le suivi. Si le principal critère de sélection reste leur caractère expérimental, l'association s'ouvre néanmoins aux œuvres documentaires, ethnographiques, à condition qu'elles soient hors norme et (ou) personnelles. Un catalogue est édité tous les deux ans, à faible tirage certes, mais la distribution en est gratuite. Les nouveaux films sont présentés aux program-

mateurs potentiels, à l'échelle européenne, chaque année en juillet, dans la petite boutique de la rue Braille à Paris.

Qui sont donc les programmeurs de films expérimentaux? Aussi bien les musées, les universités, affirme Miles, un des fondateurs historiques, que les structures alternatives. *Light cone* entretient en effet des rapports privilégiés avec des associations comme *Celluloïd* à Lyon, *Polder*, le 102 à Grenoble, (ML N°1083), *Mire* un autre laboratoire alternatif à Nantes, etc.

Rappelons l'importance que revêt souvent pour l'expérimental le travail de laboratoire, la possibilité d'intervenir sur la matière pendant le développement du film.

Longtemps réservée aux œuvres réalisées sur support film, *Light cone* commence à s'ouvrir à la vidéo « dans les années 80, beaucoup d'argent fut consacrée à la vidéo, nous voulions crier pour le film.

TELE DE QUAT'SOUS

Nous avons vu récemment des travaux de vidéastes proches de notre esprit. Il serait vraiment stupide de les refuser parce que réalisés sur support vidéo.

Les membres de *Light cone* acceptent d'aider voire de conseiller un diffuseur (pour une projection thématique, par exemple), mais refusent d'effectuer eux même la programmation: « sinon on lui enlève la part créative de son travail, et l'on recrée le système de choix pyramidal ». Parallèlement à la création de l'association, *Scratch projection* est fondée dès 83 « c'est une intervention d'un autre type que la stricte distribution, nous voulions montrer des films qui ne se trouvent pas forcément dans *Light cone*, par exemple, des films à valeur historique ». Nomade pendant des années, *Scratch* est enfin hébergée par l'entrepôt et peut offrir chaque premier mardi du mois une des programmations les plus intéressantes actuellement dans le secteur expérimental et indépendant. Concluons en citant quelques un des programmeurs alternatifs travaillant avec *Light cone*: Association 102 : 102 rue d'Alembert, 38000 Grenoble
Celluloïd : 8 rue de la Monnaie, 69002 Lyon
Cas Molodoï : 66 rue du Fbg national, 67000 Strasbourg
Fédération Hiéro : 56 rue du nord, 68000 Colmar
Élu par cette crapule : 25 rue Maré-

Light Cone

Dépêches

Paris:

23 juin à 20 h à la Picothèque 3 rue Ferdinand Duval 4^e: décrochage-projection pour la clôture de l'exposition *Tête de ligne* de Francis Violette, peintre créateur de la pensée automatique OCC. Projection des films de P. Merejkowsky et M. Rollin

26 juin comme chaque dernier jeudi du mois, à 20 heures au Couvent, 69 rue Broca 13^e: programmation thématique de *Peyotl*, cette fois ci: lettres en vidéo, avec un documentaire d'Alain Moreau sur un détenu séropositif (sous réserve)

26 juin à la Caisse des dépôts, 13 quai Voltaire 7^e de 19 à 22 heures vernissage-performance-projection: exposition de Sorbelli, (jusqu'au 29 de 12 h à 18 h 30), le Skall les Molokino

La Rochelle

du 27 au 07 juillet: le festival propose notamment une programmation de cinéma expérimental des années 20 à nos jours

Paris

29 juin, maison des ensembles 5, rue d'Aligre à 15 et 18 heures: le collectif *No ze le télé et accès public* propose une programmation média critique critique des médias: *Pas vu à la télé* et *La mémoire restaurée* de PPDA de Pierre Carles et *Les médias ou les illusions saluaires* avec Chomsky.

chal Joffre 76600 Le Havre
Cinéma Spoutnik : 4 place des Volontaires, 12001 Genève
Association Molokô: 66 rue de la Viconte, 76000 Rouen
Bandits mages: 5 rue Samson, 18000 Bourges

Mire : 3 rue Bias, 44000 Nantes
XXH : 5 pl. Sadi Carnot, 13002 Marseille

Michèle Rollin

Contact :
Light cone: 27 rue Louis Braille
75012 Paris. Tél.: 01 46 28 11 21.

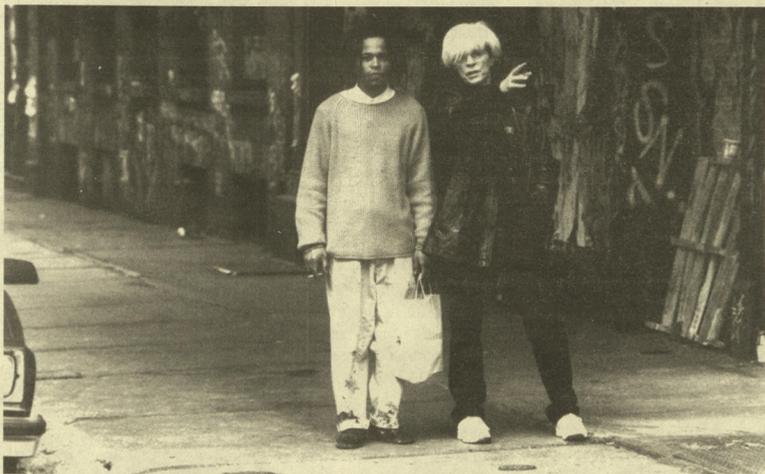
CINÉMA

Basquiat, Smilla...

UNE EXPO EST CONSACRÉE AU jeune peintre métis Basquiat, un des premiers à faire des peintures-collages-écritures sur tous les matériaux à sa disposition, à commencer par les murs d'un coin de rue à New York où il campait dehors avant d'atteindre une notoriété aussi forte qu'éphémère. Ami d'Andy Warhol, il fertilise même les dernières manifestations artistiques de ce dandy à l'origine du pop art (les visages à répétitions sur des canettes de bière écrasées, c'est lui). Basquiat est peintre, dessinateur avant tout, un génie du crayon qui transforme une addition à payer dans un restau en œuvre d'art, qui produit dans la rage, la plénitude. Il touche à tout y

compris les drogues, il en mourra très jeune. Le film essaie de ne rien trahir de son œuvre, mais il se heurte au refus de la famille. C'est pourquoi les toiles du film ont été refaites d'après les originaux par l'ex-imprésario de Jean-Michel Basquiat, Julian Schnabel, qui est lui-même peintre et fut ami de Warhol. Basquiat, Haïtien, incarne l'art des années 80, la productivité exceptionnelle de cet homme fragile, unique représentant de l'art populaire métissé des îles colonisées, est parfaitement représentée dans l'exposition du musée Maillol, même si cette exposition privilégie ses œuvres sur papier. A signaler aussi la prestation remarquable d'un David Bowie mécon-

naissable en Warhol qui donne un souffle de folie à ce film relativement « correct » pour rendre compte de personnages hors normes et hors conventions (1). Smilla (Smilla's sense of snow) est l'adaptation d'un livre du même nom, réalisée par Billie August, raconte l'histoire d'une jeune femme, née au Groenland, fille d'un père danois et d'une mère inuit. Capable de s'orienter et de s'adapter aux espaces infinis de l'Arctique, Smilla va résoudre le mystère de la mort de son seul ami, un enfant inuit. Le film est un James Bond au féminin très réussi. La qualité du livre, un best seller dans les pays nordiques et en Allemagne, fait du scénario, au-delà du policier à sus-



pens, un film aux qualités humaines indéniables. Le concours de grands acteurs : Julia Ormond dans le rôle titre, Gabriel Byrne, Richard Harris, Vanessa Redgrave, Mario Adorf... et les paysages grandioses du Groenland arrivent à maintenir une juste balance entre la superproduction et le film à grand public qui expose les

conflits importants de la conscience et la responsabilité de chacun.

Heike Hurst

(1) Exposition Basquiat : Fondation Dina Vierny, musée Maillol, 59-61, rue de Grenelle, Paris 7^e. Tous les jours sauf mardi jusqu'au 29 septembre.

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 19 juin à 20 h 30 :

Microclimat recevra Dominique Daniel de l'association Le Jour de la Terre.

vendredi 20 juin à 16 heures :

Reflex recevra Claude Guillon pour débattre du droit de choisir sa mort.

samedi 21 juin à 11 h 30 :

Chronique syndicale : L'institut de prophylaxie dentaire du Xle arrondissement de Paris menacé de fermeture ; La marche d'Amsterdam.

samedi 14 juin à 13 h 30 :

Chroniques rebelles : Hsi Hsuan Wou et Charles Reeve, auteurs de « Bureaucratie, bagnes et business ».

samedi 21 juin à 23 heures :

L'Harmonie du monde consacra la soirée à Aram Katchaturian.

mardi 24 juin à 19 h 30 :

Paroles d'associations reçoit Fouad Zeroui de l'association Kelma (gays et lesbiennes d'origine maghrébine).

mercredi 26 juin à 10 h 30 :

Blues en liberté sur les festivals de l'été.

mercredi 26 juin à 20 h 30 :

Ras les murs avec l'Observatoire international des prisons à propos du droit à l'intimité.

jeudi 26 juin à 10 h 30 :

Ni maître ni dieu recevra Maître Zaoui avocat de parties civiles au procès Papon.

Internationale situationniste

« Situation construite : Moment de la vie, concrètement et délibérément construit par l'organisation collective d'une ambiance unitaire et d'un jeu d'événements.

Situationniste : Ce qui se rapporte à la théorie ou à l'activité pratique d'une construction des situations. Celui qui s'emploie à construire des situations. Membre de l'Internationale situationniste. »

Pour concises que soient les précédentes définitions extraites du premier numéro du journal situ mythique des années 50-60, elles portent l'alpha et l'oméga de ceux qui tentèrent de changer la société par d'autres voies que celles de l'économie. Taxés de pédantisme par les uns, d'esthétisme par les autres, et de charabatisés par la masse des fainéants du dictionnaire, les femmes et les hommes qui autour de Guy Debord et de Raoul Vaneigem firent vivre cette revue (et l'I.S.) pendant onze ans furent de ceux sans qui mai 68 n'aurait été qu'une agitation estudiantine de plus. On ne saurait, en revanche, les créditer des trois cent quarante-neuf mois calamiteux qui nous séparent de cette fête de l'imagination.

Ils apportaient des outils de libération, utilisables par tous et sans attendre qu'une hypothétique révolution vienne modifier la face du monde, qui restent aujourd'hui d'une cruelle actualité.

Militants, ils rêvaient que chaque unité biologique devienne actrice de périodes de jeux finies successives au lieu de s'enliser dans l'irritante et néanmoins célèbre position yogique dite du « téléspectateur ».

Pendant des années, l'accès à ces outils et aux réflexions qui les entourent furent l'apanage de quelques bibliophiles. Aujourd'hui, les éditions Fayard viennent de rééditer (pour 180 F) l'intégralité de la revue en un volume (disponible à la librairie du *Monde libertaire*)

augmenté d'annexes qui éclaircissent certains points qui pourraient rester obscurs (En particulier, le « Rapport sur la construction des situations et sur les conditions de l'organisation et de l'action de la tendance situationniste internationale » de Debord en 1957).

Un livre à lire debout avant d'agir. Plein de pistes à explorer pour un autre et notre futur.

Alain L'Huissier
Groupe de la Villette



La grève continue à Elf-Atochem de Fos

COMME NOUS L'ANNONCIIONS à nos lecteurs dans notre précédente parution, le conflit de l'usine d'Elf-Atochem de Fos-sur-Mer se poursuit sans qu'apparaisse, à l'heure où nous écrivons ces lignes, une solution.

La direction, la semaine dernière, dès le blocage des portes, tenta d'obtenir par un référé un décret lui permettant de faire lever le piquet de grève. Elle porta donc plainte contre sept militants pour entrave à la liberté du travail, deux CGT, deux CNT, deux CFDT, un non-syndiqué. A cette occasion, d'ailleurs, apparut la première faille dans l'unité d'action des grévistes : bien que l'assemblée générale ait proposé qu'une défense commune soit organisée, la CFDT, à la suite de pressions exercées par le secrétaire de la région chimie, fit savoir qu'elle n'entendait pas participer à la défense d'adhérents de la CNT. Des militants CFDT d'Elf-Atochem, à l'annonce de cette menace, répliquèrent qu'il faudrait s'expliquer, après le conflit, avec leur structure...

Le tribunal, contre toute attente, imposa que s'ouvrent des négociations sur le cahier de revendications des grévistes. Sans aucun résultat : les représentants de la direction d'Elf-Atochem ont visiblement mandat pour n'ouvrir aucune perspective.

La direction tente toujours, en outre, de diviser les salariés : elle va proposer incessamment de placer l'ensemble du personnel en chômage technique.

Cette mesure va étendre la grève à d'autres secteurs que les postés de l'atelier CVM - atelier qui produit du chlorovinyle monomère et non du PVC comme nous l'écrivions par erreur la semaine dernière. Et, dès lundi, la fermeture des portes et l'occupation vont reprendre avec un nombre plus important de grévistes.

La solidarité s'impose toujours, surtout financière : Syndicat CNT Chimie de Fos-sur-Mer, BP 133, 13773 Fos-sur-Mer cedex.

CCP 12 493 31 H Marseille - fax : 04 42 63 18 27.

J. T.

Hersant : tango ou jerk ?

IL Y A QUELQUES ANNÉES BOULEVARD BLANQUI, au siège des syndicats du Livre parisien, c'était la fête : Roger Lancry secrétaire du Comité intersyndical recevait la légion d'honneur et certains trouvaient ça bien. Un représentant de la section des rotativistes salua l'impétrant au nom des siens soulignant le rôle de Lancry dans « la lutte contre les anarcho-syndicalistes à la fin des années cinquante ». Certes on peut s'interroger sur le sens donné à ce courant du mouvement ouvrier dans la bouche d'un permanent syndical, mais plus encore voir là l'affirmation des rotativistes parisiens à être à l'avant-garde de la ligne majoritaire de la CGT...

Pourquoi ce rappel plus anecdotique qu'historique ? Parce que le mois dernier est apparue au sein des syndicats du Livre parisien une « coordination » qui regroupait la section rotativiste, des sections NMPP de la distribution-routage et le syndicat des correcteurs. Certes ce qui reste du Comité intersyndical du livre parisien (le syndicat général du livre, la chambre typographique parisienne et le syndicat des correcteurs) ne fonctionnent pas très bien tant les divergences tactiques sont profondes mais pourquoi ce rapprochement ?

Pour légitimer ces rapports « contre nature » entre les ex-champions de la ligne confédérale et les ex-enfants terribles de la fédération du Livre, n'y aurait-il pas une sorte de poujadisme ouvrier ? S'il faut en croire les gazettes, le syndicat des correcteurs se serait retiré en sa tour d'ivoire et entendrait mener seul sa barque dans la tourmente actuelle...

Chronique d'un désastre syndical : de Villin...

Pour essayer de comprendre la situation actuelle il faut en revenir à Philippe Villin et à son arrivée à la tête du groupe Hersant il y a quelques années. Le jeune énarque entré dans le monde de la presse comme à la tête d'une fabrique de boîtes de conserves, n'aura bien sûr qu'une seule idée en tête : faire des économies pour gagner plus. C'est sous son commandement que le groupe fermera la plupart de ses imprimeries en province pour implanter le « tout-Paris », c'est-à-dire à un pas de Roissy, dans la luxueuse imprimerie de Roissy-Print. Mais

plus que dans cette opération où il sût habilement jouer sur les oppositions entre Paris et la province, il y eut (il y a encore) son fameux « plan » auquel son nom est accolé à celui de Carignon, ministre à l'époque. Appliquant aux ouvriers du Livre le traitement « dockers », il déclarait la profession en voie d'extinction pour cause de modernisme et avec l'aide des deniers de l'État envoyait en préretraite dorée les derniers représentants de l'aristocratie ouvrière.

Le jeune homme Villin avait un allié bougrement bien fourni : la modernisation. L'arrivée de la PAO dut être accueillie à genoux, en transes, par les patrons de presse. Un nouveau matériel permettait de se passer du monopole des ouvriers du Livre, de ne leur laisser qu'un minimum de postes. Même de les mettre en concurrence directe avec les secrétaires de rédaction, et encore plus de semer la discorde dans leurs rangs en leur indiquant la seule chance de survie, changer de statut, quitter l'enveloppe ancestrale du livre pour entrer dans les salles de rédaction. C'est bien sûr le discours patronal mais d'une manière cruellement objective, c'est l'avenir, et la réponse syndicale n'a été que catégorique. Chacun *in petto* pensant rester dans le « nouvel âge » mais préférant un discours unitaire.

... à Chaisemartin, pour aller où ?

Bien sûr Villin a été viré pour avoir voulu disposer des sous de vieux Bob mais avec Yves « Johnny Walker » de Chaisemartin les problèmes perdurent. Faut-il prendre à bras les corps les problèmes techniques ou installer une guerre de tranchées. Maginot ? Au C.E. de France-Soir, Chaise présente le plan social avant de préciser techniquement le projet d'un nouveau France-Soir, à l'attention des ouvriers du Livre, il ne concrétise pas le positionnement des secrétaires techniques et à son entourage immédiat, il parle du naufrage du Titanic. Naufrage s'il y en a un, ce sera celui des ouvriers du Livre qui depuis le conflit victorieux du Parisien libéré dormaient sur leurs oreilles. Mais la fête informatique les a dépassés et l'état actuel des forces syndicales à France-Soir ou ailleurs ne laisse pas espérer autre chose que déceptions et virage à 180°. Quo vadis CGT ?
Sitting Bull

PARIS

C'est la lutte des classes !

BATAILLE POUR UN COLLEGE à la chapelle entre mobilisation des parents et enseignants, et récupération politique, une lutte qui ne fait que commencer... Mardi 11 mars, 20 h 30, école primaire Torcy, 150 personnes se sont réunies à l'appel du Collectif parents-enseignants La Chapelle...

Comme il y a deux ans, lors de l'occupation d'un terrain de la Ville pour une inauguration symbolique d'école, la colère gronde chez les parents d'élèves. Depuis des années que la demande est faite, la situation devient critique.

Un collège est indispensable sur le quartier La Chapelle. Malgré une tentative fort malhabile d'élus PS pour s'approprier ce débat (à l'habitude des politiciens, spécialistes de la confiscation de la parole publique aux véritables

acteurs sociaux), les organisateurs ont su conserver leur indépendance, exposer avec vigueur leurs arguments et faire fonctionner avec efficacité une assemblée démocratique.

Un état des lieux a bien mis en lumière l'absurdité d'une répartition géographique (sectorisation) qui fait que les élèves d'un quartier vont au collège dans un autre quartier, que les classes de CM2 ne peuvent pas mettre en œuvre de continuité pédagogique avec la sixième, que les établissements ont des classes surchargées alors qu'ils sont tous en ZEP.

Une telle situation ne peut que contribuer aux difficultés des élèves, favoriser l'absence de création d'un tissu social autour de petites structures de proximité. Tout ça, parce que le quartier La Chapelle n'a pas son collège, et c'est

néanmoins pas la place qui manque.

Juste une décision politique. La SNCF accepterait, par exemple, de vendre un terrain, mais Tibéri n'est pas prêt à y mettre le prix, et de toutes façons, pour les gestionnaires de l'Hôtel-de-Ville qui raisonnent en statistiques, moyennes et chiffres, l'offre et la demande (!) s'équilibreraient dans le 18°. Donc, tout va bien !

Au nom des droits et besoins des enfants, et dans le souci de développer un cadre de vie de qualité, le collectif attend un collège pour la rentrée 97.

« Et on ira à l'Hôtel-de-Ville s'il le faut ». Comme il l'a appris il y a deux ans, et à l'exemple de ce qui s'est passé à la Goutte-d'Or en mai 1994, le collectif sait que seule la lutte paie.

Collectif Kom (inter) net
European Counter Network - Paris

A G E N D A

jeudi 19 juin

GRENOBLE : Le groupe Jules-Valès de la Fédération anarchiste organise une nuit de l'anarchie à l'ADAEP, 163, cours Beriat. Au programme : conférence à 19 h 30 « L'anarchisme aujourd'hui » ; concert à 22 heures avec *Feverish, Lutin bleu, Rage dedans, Virago, Zimpoumploc*.

POITIERS : Comparution en correctionnelle (à 14 heures au palais de justice) de deux membres du FNJ ayant attaqué un stand de la Fédération anarchiste le 22 septembre 1996 blessant plusieurs personnes dont deux militants du groupe de Poitiers de la FA.

vendredi 20 juin

PARIS : Le syndicat unifié des bâtiments et des travaux publics de la CNT organise la projection (suivie d'un débat) du film *Riff Raff* de Ken Loach. 31, rue des Vignes (20°) à partir de 19 h 30. PAF : 10 F.

samedi 21 juin

BORDEAUX : Le groupe Emma Goldman organise un débat sur le logement, la propriété et l'héritage à 15 heures à l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet.

LILLE : Le Comité des sans-papiers 59 organise une manifestation à 15 heures place de la République. Les groupes de la Fédération anarchiste y seront présents.

PARIS : Un cortège festif et revendicatif partira de la **Maison des Ensembles** (3-5 rue d'Aligre 12°) à 16 heures afin que le ministère du travail n'expulse pas ses occupants.

PARIS : Forum avec Hsi Hsuan-Wou et Charles Reeve auteurs de « **Bureaucratie, bague et business** » à la librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot (11°) à 16 heures.

dimanche 22 juin

CHOISY-LE-ROI (94) : L'association des amis de Louise Michel du Val-de-Marne avec le concours des groupes Étoile noire et Élisée Reclus de la Fédération anarchiste ; des syndicats CNT intercorporatif de Choisy-le-Roi et Santé-social-éducation du 94 organise un **Pique-nique de l'amitié** dans le parc de Choisy-le-Roi. Vous êtes invités, avec votre bonne humeur (+ casse-croûte) ; vos tables de presse (sur l'herbe). A partir de 11 heures, à 500 mètres de la station SNCF Villeneuve-Prairie.

MONTREUIL (93) : Soirée de soutien à Reflexes (contre le fascisme et le nouvel ordre moral) au Vendémiaire (Centre commercial Croix-de-Chavaux) à 18 heures. Tables de presse, musique avec *Ahorcados, Disaster drop, Le Bawawa son*.

PARIS : La fédération des CIRC (collectif d'information et de recherche cannabique) fête l'**Appel du 18 joint** à partir de 15 heures au parc de la Villette.

jeudi 26 juin

PARIS : Le groupe de la Villette de la Fédération anarchiste organise un débat sur le thème « **Quelle alternative libertaire au capitalisme ?** » à 20 h 30 à l'Usine, 120, bd de la Villette (M° Colonel-Fabien).

vendredi 27 juin

CHELLES : L'UD-CNT 77 organise une conférence-débat sur le chômage et la précarité avec des acteurs de la marche européenne contre le chômage et de la lutte des maîtres-auxiliaires à 20 h 30 au 1, bis rue Emille.

MONTPELLIER : Le groupe de la Fédération anarchiste vous invite à l'anniversaire de l'Anar, 5, rue Jeanne-d'Arc, à partir de 19 heures.

samedi 28 juin

SAINT-OUEN (93) : Le groupe Henry Poulaille de la Fédération anarchiste et l'association Le Vent du ch'min organise une soirée sur le thème **Obéir ou résister**. A 16 heures : films (extrait de *I comme Icare* et documentaire sur les expériences de Stanley Milgram) ; à 17 heures : débats (la soumission à l'autorité, pour une pratique du refus) ; 18 h 30 Film (Propaganda) ; 20 heures : buvette, restauration ; 20 h 45 : surprise ; 21 h 30 : Film (Chomsky, les médias et les illusions nécessaires). 31, rue Farcot (M° Garibaldi). Entrée gratuite.

PARIS : **Parainnage civil de sans-papiers** à la mairie du 18°, à l'initiative du Collectif 18°. Cette initiative sera accompagnée d'un pique-nique de solidarité (stands, musique, etc.).

RENNES : Projection de *L'an 01* de A. Resnais, J. Doillon et Gébé au Local anarchiste rennais, 9, rue Malakof à 20 h 30.

samedi 19 juillet

DOMEYROT (23) : L'association Ouisstti et des libertaires organisent le festival Ouisstti : deux jours de musique (chansons françaises, rock, blues, rap, soirée hip-hop...). Tous les spectacles sont gratuits. Stands, bouffe, buvette, camping et spécialités locales...